

**Réponse de Canal+ Télécom à consultation publique concernant  
Le Projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange  
7 février 2022 – 4 avril 2022**

## **Introduction**

Canal+ Télécom (anciennement dénommée Mediaserv), filiale de la société Canal+ Antilles, laquelle a pour société mère la société Canal+ International, est active dans le secteur des communications électroniques à La Réunion, en Guadeloupe, Martinique, Guyane, ainsi que dans les îles du nord Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Canal+ Télécom ne commercialise pas d'offres de services à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Canal+ Télécom adresse à la fois le marché résidentiel, en proposant des offres d'accès à internet grand public sur les réseaux fixes, du type Box double ou tripleplay, et le marché des professionnels, des administrations et entreprises.

Depuis 2016, Canal+ Télécom se développe et investit, en parallèle de ses solutions techniques ADSL, dans les solutions Très haut débit, notamment sur la fibre et le FTTX (Fiber To the Home / Office) que ce soit sur le marché grand public ou le marché des professionnels. Canal+ Télécom, intervenant en tant qu'Opérateur Commercial, cofinance les réseaux de Orange, de Réunicable (Zeop), de SRR et de certains RIP (Kourou Fibre, Réunion THD, Martinique THD).

L'ensemble des effectifs de Canal+ Télécom est réparti entre la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion. Sur tous ces territoires et également sur les Iles du Nord, Canal+ Télécom dispose de ses propres réseaux et sites techniques pour opérer ses services de télécommunications.

Canal+ Télécom dispose d'une expérience significative dans le déploiement de réseaux télécom fixes dans les territoires ultra-marins. Le présent document contient la contribution de Canal+ Télécom à la consultation publique de l'ARCEP concernant le projet de plan de fermeture de réseau du cuivre d'Orange sur tout le territoire. Canal+ Télécom précisera dans ses réponses, les territoires ultra marins concernés.

## **Question 1**

**Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité leurs analyses, remarques et appréciations relatives au plan communiqué par Orange.**

Le déploiement de fibre dans la zone Caraïbes et la zone Océan Indien a été lancé par les acteurs privé en 2015.

Le déploiement de FTTH dans la zone des Caraïbes a pris du retard par rapport à l'objectif fixé par le gouvernement, et certaines zones notamment les RIP vont finaliser leur déploiement vers la fin 2026. Le plan d'Orange sur la fermeture de cuivre semble être cohérent avec l'avancement de déploiement de FTTH.

En revanche sur la zone d'océan Indien, le déploiement de réseau FTTH a démarré en même temps que les premières zones en métropole. La Réunion est depuis le début du projet FTTH un des départements les plus fibrés de la France.

Pour cette raison et pour garder les avantages de cette avance, Canal+ Télécom a exprimé à travers des groupes de travail et des réunions multilatérales organisées par l'ARCEP, son souhait d'accélération du plan de fermeture de cuivre à la Réunion et lancement d'une expérimentation de fermeture technique (adéquate avec le déploiement de FTTH). Cette expérimentation prépare la population et les entreprises à l'arrivée rapide de ce changement technologique et les incite à adhérer à ce changement. Cette demande a été prise en compte par Orange avec une proposition d'expérimentation sur la commune de Saint-Leu dès 2022, mais malheureusement cette programmation a été annulée.

D'autre part l'avance de déploiement de FTTH à la Réunion, a encouragé la région à prendre une décision radicale afin de ne pas renouveler son marché de Délégation Service public sur le réseau de cuivre qui était commercialisé par La Réunion Numérique (LRN). La Région a imposé un arrêt technique de ses offres le 25 novembre 2020. Une fermeture commerciale a été mise en place 6 mois avant cette date. Cette décision est intervenue dans une période de début de démocratisation des offres FTTH.

La migration massive des utilisateurs basés sur l'offre de LRN vers l'offre activée d'Orange n'était pas envisageable pour cause de volatilité de ce type de client (possibilité de démarchage par les autres opérateurs ou passage sur la fibre) et donc le problème de rentabilité.

Les opérateurs bénéficiaires des offres de LRN se sont réunis et ont proposé un groupement inter-entreprises (GIE) pour reprendre l'activité de LRN. Un délai de 24 mois a été accordé au GIE par la Région pour mettre en exécution un plan de migration viable. Ce délai a été jugé par la Région suffisant, vu la couverture de FTTH sur l'île de la Réunion, sans prendre en considération les difficultés à convaincre les dernières poches d'utilisateurs réticents au changement, et sans considérer l'avancement de déploiements et éligibilités FTTH de nouvelles zones par le réseau Réunion Très Haut Débit (RTHD)

Canal+ Télécom a mis en place une vaste campagne d'information pour convaincre ses clients de basculer vers les offres de FTTH. Malgré les efforts et la participation financière pour les travaux privés, Canal+ Télécom n'a réussi à migrer que 46% de son parc. Les demandes de bascule vers les offres de FTTH sont assimilées par les utilisateurs comme un démarchage commercial et ils ne donnent pas une suite favorable.

Le résultat des expérimentations menées par Orange en métropole sur l'arrêt technique de réseau du cuivre a démontré que sans l'aide des collectivités et sans un plan de communication par des instances publiques, les sollicitations des opérateurs pour faire migrer les accès ne sont pas prises au sérieux par les utilisateurs.

Canal+ Télécom demande l'intégration de la fermeture technique du cuivre à la Réunion à partir de 2023 sur un délai maximum de trois ans.

## Question 2

**Au regard du programme de fermeture du réseau cuivre communiqué par Orange, l'Autorité invite les acteurs à lui transmettre leurs appréciations quant à l'activation de la clause d'une révision tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre en cours du cycle 2021-2023.**

L'expérience de Canal+ Télécom à la Réunion sur la fermeture commerciale de l'offre cuivre de la Délégation de Service public démontre que le résultat bénéfique de la fermeture commerciale (baisse significative du parc) des offres cuivre n'est pas visible avant un délai minimum de deux ans.

Selon cette expérience, la fermeture commerciale du cuivre ne favorise pas la migration vers les offres fibre. Les causes principales de refus de migration sont les difficultés et le coût de réalisation de CCF pour ces clients.

Avec la crise sanitaire et le confinement, la consommation data des utilisateurs ont été multipliée par trois. Vu la nécessité des capacités sous-marine pour acheminer le trafic data des utilisateurs dans les départements d'outre-mer, le coût supporté par Canal+ Télécom a connu une augmentation significative. Trouver l'équilibre financier sans répercussion de ces coûts sur la facture des clients était un défi très important pour Canal+ Télécom.

Une nouvelle augmentation des coûts cassera cet équilibre fragile et peut mettre en danger la viabilité des offres de Canal+ Télécom.

Canal+ Télécom n'est pas favorable à l'activation de la clause de révision tarifaire sur la période 2021-2023.